

Communiqué

Bientôt une !

AUGMENTATION

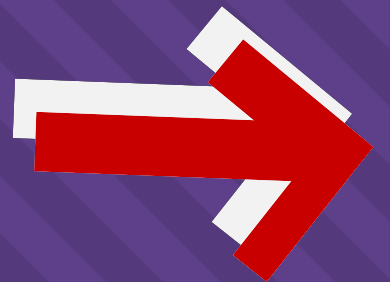
des frais d'inscription

**pour tous-tes les
étudiant-es ?**



**Après s'en être pris aux étudiant-es
étranger-es, le gouvernement veut
généraliser son attaque !**

Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes



À peine un mois après la publication du décret raciste et antisocial imposant les frais d'inscription différenciés pour la majorité des étudiant·e·s étranger·ère·s non-européen·ne·s, le ministère de l'enseignement supérieur **revient à l'attaque** sur la question du prix à déboursier pour pouvoir étudier, et **cette fois-ci cela concernerait bien tous·te·s les étudiant·e·s !**

En effet, depuis plusieurs mois, le ministère a réuni des "Assises de l'Enseignement Supérieur" pour réfléchir à l'avenir des universités, notamment en ce qui concerne leurs budgets. Le tout bien évidemment dans une perspective capitaliste et néolibérale de sélection pour faire de l'université un lieu réservé aux enfants de bourgeois·e·s. Le rapport de ces "Assises" n'a pas encore été publié, cependant le ministère a commencé à dévoiler son projet lors du dernier CNESER (Conseil National de l'Enseignement Supérieur Et de la Recherche). Hier, le ministère de l'Enseignement supérieur a ainsi annoncé faire **passer de 2,5 % à 10 % la part du budget des universités financée par les frais d'inscription.**



L'État se désengage du financement de l'université publique et ce sont les étudiant·e·s qui devront compenser en payant 4 fois plus pour étudier ! Entre 1000 et 15000 euros l'année d'étude !

Depuis des années, **Macron et ses gouvernements attaquent l'université publique**. Après les frais d'inscription exorbitants imposés aux étudiant·e·s étranger·ère·s avec la politique « Bienvenue en France », ils s'attaquent désormais à l'ensemble de la jeunesse. Leur objectif est simple : **faire de l'accès à l'université un privilège réservé à ceux qui peuvent payer.**

Les écoles d'ingénieur·e·s subissent déjà de leur côté, des augmentations de leurs frais d'inscription. On peut citer les écoles du groupe Mines-Telecom qui voient leurs frais augmenter de **30% entre 2024 et 2027**, pour atteindre des sommes allant de **3400 à plus de 4800 euros par an**. Cela renforce encore plus cette fabrique à élitisme partout, enlevant de fait le droit aux prolétaires de devenir ingénieur·e·s.



Le gouvernement veut multiplier par 4 les frais d'inscription, ce qui va endetter les étudiant·e·s encore plus pour payer leurs études. Le renforcement de l'autonomie financière des universités, va amener celles-ci à rechercher des financements privés, pour compenser la perte de l'argent public, en se tournant vers des entreprises écocidares et génocidaires comme Thalès ou Total.

Ce projet du gouvernement c'est : moins d'argent public, plus de sélection sociale et plus de dépendance aux entreprises génocidaires.

Alors que la précarité étudiante explose, que des millions d'étudiant·e·s sautent des repas, renoncent à des soins ou vivent dans des logements indignes, le gouvernement trouve une nouvelle fois des milliards pour l'armée mais prétend ne plus pouvoir financer correctement les universités. **Ce choix est politique.**

Nous refusons une université à l'américaine où les étudiant·e·s s'endettent pour étudier. **Nous refusons que l'avenir de l'enseignement supérieur soit dicté par les logiques du marché.** Nous refusons que le droit aux études dépende du portefeuille des familles.



L'enseignement supérieur est un droit, pas une marchandise.

Solidaires Étudiant-e-s appelle les étudiant·e·s à **s'organiser et à se mobiliser contre cette nouvelle offensive**. Face à la casse du service public, face à la sélection sociale et à la marchandisation de l'université, nous construirons le rapport de force nécessaire pour faire reculer le gouvernement.

Aucune victoire ne sera obtenue sans mobilisation et organisation collective !

Rejoins la lutte contre l'augmentation des frais d'inscription ! Rejoins Solidaires étudiant-e-s ! Le syndicat de luttes, de classes et révolutionnaire.

